

Enfin, les Canadiens dont le revenu va de 50 000 \$ à 100 000 \$ sont moins bien lotis puisqu'ils ne récupéreront que 0,6 p. 100.

Nos amis riches qui gagnent plus de 100 000 \$ récupéreront une somme égale à 1 p. 100 de leur revenu. Autrement dit, en vertu de cette réforme fiscale qui est censée rendre le système plus progressif, les personnes très riches récupéreront une plus forte partie de leur revenu que les très pauvres. C'est une réforme fiscale typique des conservateurs et non une véritable réforme. C'est une bien piètre excuse pour le genre de réforme auquel s'attendaient les Canadiens. Rien d'étonnant à ce que le Canadien moyen se demande pourquoi, sous des gouvernements libéraux et conservateurs, les Canadiens riches obtiennent des concessions dans tous les budgets tandis que les pauvres n'ont droit à rien.

Les Canadiens ordinaires se demandent pourquoi ils ont dû payer 1 300 \$ de plus par an tandis que les riches obtiennent des concessions. Les Canadiens moyens vont se demander si c'est par pure coïncidence que 850 000 Canadiens ne paieront plus d'impôt alors que, selon nos calculs, c'est exactement le nombre de Canadiens qui ont dû payer de l'impôt depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs. Quelle coïncidence.

Le régime de l'impôt sur le revenu des particuliers rapporte entre 42 et 44 millions de dollars de recettes fiscales par an. Même si l'annonce du ministre selon laquelle près de 800 000 personnes ne seront plus tenues de payer de l'impôt paraît positive, elle l'est moins si on tient compte du fait que ces Canadiens paient entre 300 et 350 million de dollars d'impôt. La magnanimité du ministre qui vise à faire accepter sa réforme fiscale représente moins de 1 p. 100 des recettes totales de l'impôt sur le revenu des particuliers. La belle affaire.

M. Hockin: Voudriez-vous les imposer?

M. Cassidy: Les Canadiens moyens se demandent pourquoi le gouvernement continue à être favorable aux gains en capital. S'il reconnaît le principe que les gains en capital doivent être considérés comme n'importe quel autre revenu, pourquoi continue-t-il à marcher sur des oeufs et à accorder un traitement de faveur aux personnes qui ont des revenus de placement et des gains en capital?

Maintenant que le gouvernement a reconnu que son exemption fiscale de 500 000 \$ sur les gains en capital était une des mesures les plus stupides du régime fiscal, les Canadiens se demanderont pourquoi il l'a conservée en partie au lieu de suivre les conseils des fiscalistes et de la supprimer complètement.

Mon parti donne son appui aux exemptions destinées aux agriculteurs et aux exemptions sur le transfert de petites entreprises. Mon parti n'admet pas toutefois une notion profondément ancrée voulant que les gains en capitaux soient sacrosaints et que le parti progressiste conservateur doive leur accorder un statut privilégié.

• (2130)

Mon parti se pose également des questions au sujet de ce que nous appelons la modification «T. Eaton» qui permettra de toute apparence aux héritiers de Timothy Eaton, à ses petits-enfants, à ses arrière-petits-enfants, à tout le clan, de profiter de la modification de l'exemption sur les gains en capital destinée aux petites entreprises autant que ceux qui ne gagnent que

quelques dollars, pour la bonne raison qu'il s'agira d'un gain sur une très petite entreprise familiale dont les actions ne doivent pas être cotées en bourse.

Les citoyens ordinaires se demanderont pourquoi le gouvernement actuel persiste à maintenir la désindexation dans ce qu'il voulait être une réforme fiscale progressive, mais au niveau des crédits au lieu des déductions cette fois, si bien que ces crédits deviendront de moins en moins importants avec le temps et le régime fiscal deviendra systématiquement de moins en moins progressif et de plus en plus régressif.

Je devine que les Canadiens trouvent que si la réforme fiscale obligeait les riches à payer leur juste part, les familles à revenus modiques et les économiquement faibles auraient un véritable allègement de leur fardeau fiscal. Le Canadien moyen se demande pourquoi il ne pourrait pas avoir d'allègements fiscaux au lieu des mesures fiscales comme celles que le gouvernement nous impose maintenant.

[Français]

Monsieur le Président, en ce qui touche les impôts des sociétés, les contribuables canadiens vont se demander pourquoi alors il y a des milliers de sociétés «profitables» qui ne paient pas d'impôt et qu'on n'a pas introduit un impôt minimum pour les sociétés afin que ces dernières paient leur juste part. Après cette soi-disant réforme il y aura encore 60 000 sociétés «profitables» qui ne paient un sou d'impôt. Et, monsieur le Président, cette question du grand nombre de sociétés qui ne paient pas d'impôt a été soulevée par le Nouveau parti démocratique. C'est nous qui avons dit en Chambre que nous estimions à 79 000 le nombre de sociétés canadiennes «profitables» qui ne payaient pas d'impôt. C'était 25 p. 100 des sociétés canadiennes «profitables» qui ne paient aucun impôt.

Maintenant, le gouvernement admet que ce n'était pas 79 000, mais 110 000 sociétés «profitables» qui ne paient pas d'impôt, même si elles ont des profits. Et maintenant elles vont réduire cela dans une certaine proportion, mais quand même 60 000 vont rester sans taxe et cela indique que le système n'est pas juste. Cela indique, monsieur le Président, que nous avons besoin d'un système de taxe minimum sur les sociétés et c'est dommage que cela n'ait pas été imposé ou proposé dans cette réforme fiscale. Les contribuables vont aussi se demander pourquoi l'augmentation totale des impôts sur les sociétés est de seulement 470 millions de dollars, ce qui est moins d'un quart de l'augmentation de l'impôt par la réforme fiscale américaine, et la moitié du montant qu'a reçu une société, Olympia York, par l'entremise d'une échappatoire fiscale en 1985 sous les conservateurs. On va se demander pourquoi cette minime augmentation ne couvrira même pas plus de 6 millions de dollars que les sociétés comme le Canadien Pacifique, Bell et Imperial Oil épargneront en taxes différées avec ces modifications fiscales.

[Traduction]

Je me pose des questions à ce sujet. Le ministre des Finances nous dit que c'est merveilleux: il augmente l'impôt sur les sociétés de 5 milliards de dollars en 5 ans. Il n'a pas dit que les sociétés bénéficient dans tous les domaines du plus fort allègement des taux d'imposition, de 36 à 28 p. 100, et il n'a pas dit qu'un dégrèvement fera économiser à de grandes sociétés